

# Introduction

## *Enquête sur une guerre oubliée*

« La politique touche à tout et tout touche à la politique. Dire que l'on ne fait pas de politique, c'est avouer que l'on n'a pas le désir de vivre. »

Ruben UM NYOBÈ <sup>1a</sup>.

**L**a Rochelle, 20 novembre 2008. Une fin de matinée ensoleillée, dans un bel appartement richement décoré de statuette africaines, de médailles militaires et de photos jaunies. Nous sommes chez Jean Lambertton. Ce nom n'évoque sans doute rien à ceux des lecteurs français qui n'ont pas eu l'occasion de s'intéresser aux épopées coloniales et postcoloniales de leurs armées. Les lecteurs camerounais, du moins ceux qui se sont penchés sur l'histoire de leur pays, en ont en revanche certainement entendu parler. Ils savent que cet officier français a joué un rôle important dans l'écrasement du mouvement nationaliste camerounais, incarné dans les années 1950 et 1960 par l'Union des populations du Cameroun (UPC).

Le général Jean Lambertton est mort en 2004, sans que jamais personne ne soit venu à La Rochelle pour l'interroger sur sa carrière militaire ou sur son expérience camerounaise. C'est donc auprès de son épouse et de son fils que nous cherchons à comprendre le destin de ce soldat méconnu. La rencontre est chaleureuse, la discussion animée et les crevettes offertes à déjeuner excellentes. Mais nous n'apprenons que peu de choses sur l'homme que nous n'avons pu rencontrer. Jean Lambertton, nous dit-on, était un époux et un père strict, dévoué, très discret sur son activité professionnelle. Il était surtout amoureux de son pays et de ses forces armées. Comme beaucoup d'autres.

---

a Toutes les notes de référence sont classées par chapitre, en fin de ce livre, p. 657.

## *Le témoignage post mortem de Jean Lambertton*

Ce qu'il y a de plus intéressant dans l'appartement de Jean Lambertton, ce sont les documents qu'il y a laissés. Des photographies méticuleusement scannées par sa famille, où l'on aperçoit Lambertton en vadrouille : en Indochine, en Algérie, au Cameroun. Il y a aussi les textes, soigneusement conservés, que notre homme a rédigés tout au long de sa carrière. Ceux qu'il a écrits à son retour de Saïgon, lorsqu'il est devenu stagiaire puis instructeur à l'École supérieure de guerre (« L'armée communiste chinoise » et « La guerre psychologique », datant tous deux de 1951). Ceux qu'il a rédigés lors de sa mission au Cameroun (« La pacification en Sanaga-Maritime » en 1958, « Les Bamiléké dans le Cameroun d'aujourd'hui » en 1960). Ceux qu'il a composés lorsqu'il est devenu, successivement, chef du cabinet militaire du ministre des Armées Pierre Messmer (1960), commandant du Centre de coordination interarmées à Alger (1961) et directeur de cabinet au Secrétariat général de la Défense nationale (1962-1965) : « Les armées de la Communauté » en 1961, « Le métier d'espion » en 1963, etc. Il y a aussi quelques textes datant de la dernière phase de sa carrière, quand il a dirigé l'École d'état-major puis l'École supérieure de guerre (1965-1969).

Plus intéressants encore sont les livres que Jean Lambertton a laissés. Son fils nous explique, en apportant cette précieuse documentation, que son père avait la manie de commenter, de sa fine écriture, chacune de ses lectures. Mieux encore, il a repris ses livres un à un, avant sa mort, pour ajouter d'autres remarques. Et commenter les précédentes en prenant soin d'utiliser un stylo de couleur différente... Un tantinet obsessionnel, Jean Lambertton a donc annoté sans relâche – « pour ceux que cela pourrait éventuellement intéresser », écrit-il avec autant d'ironie que d'aigreur – presque chaque paragraphe des livres qui évoquent son action au Cameroun.

Des annotations acides, volontairement provocatrices. *Les Secrets de l'espionnage français*, du journaliste Pascal Krop : « Il n'y a pas de limite à la mauvaise foi ! » *L'Homme de l'ombre*, de Pierre Péan : « Peu crédible, ce journaliste de Libé ! Un vrai guignol ! » *La Françafrique*, du militant François-Xavier Verschave : « Un ouvrage farci d'erreurs – parfois volontaires – et d'une mauvaise foi confondante. [...] L'auteur s'y révèle pour ce qu'il est : un méchant con ! » *Le Problème national kamerunais*, de l'historien et politologue camerounais Achille Mbembe : « Ouvrage évidemment tendancieux. Mais il est intéressant de le rapprocher de mon "Rapport d'opération en ZOPAC" de la fin 1958. Il est intéressant, en outre, en ce qu'il montre les dégâts causés, dans des esprits mal préparés pour le recevoir, par l'enseignement universitaire français ! »

Le seul auteur qui trouve grâce aux yeux de Jean Lambertton est le journaliste Georges Chaffard, grand reporter à *L'Express*, qui, après avoir servi comme soldat en Indochine et en Algérie pendant plusieurs années<sup>2</sup>, publia

en 1965 et 1967 deux volumes fort bien renseignés, intitulés *Les Carnets secrets de la décolonisation*<sup>3</sup>. L'officier aida à l'époque le journaliste en lui fournissant une copieuse documentation sur la guerre du Cameroun : ses propres rapports militaires, bien sûr, mais également des notes des services secrets et des écrits retrouvés sur le corps du principal leader de l'UPC dans les années 1950, Ruben Um Nyobè, tué par l'armée française en septembre 1958. Une aide précieuse qui valut au premier un livre dédié par le second. Et à celui-là, sous la dédicace, une jolie épitaphe : « L'auteur, M. G. Chaffard, devait mourir dans un accident d'auto peu après la publication de ce livre. C'était un honnête homme. »

Ainsi Lambertson a-t-il créé, juste avant de disparaître, un labyrinthe pour les enquêteurs qui, comme il le regrette à l'évidence, ne sont pas venus le rencontrer plus tôt. Dans un jeu étonnant, il renvoie d'une page à l'autre, d'un livre à l'autre, d'un auteur à l'autre et, souvent, à lui-même, pour laver son image et, sans doute, celle de la France. Ce qu'il y a de surprenant dans ce témoignage *post mortem*, c'est que Lambertson, spécialiste depuis les années 1950 de la « guerre psychologique », n'a pas oublié les méthodes d'intoxication qu'il a pratiquées tout au long de sa carrière. Le jeu de piste visait peut-être moins à aiguiller le chercheur qu'à brouiller les cartes, alors que le voile commençait à être levé, au moment où il achevait sa vie, sur l'histoire tragique de la décolonisation camerounaise.

Un exemple ? Cette remarque à la page 106 de *La Françafrique*, livre fameux publié en 1998 par François-Xavier Verschave<sup>4</sup>, où celui-ci cite le texte que Lambertson a rédigé en mars 1960, trois mois après la proclamation de l'indépendance du Cameroun, sur le « problème bamiléké ». L'extrait est devenu, depuis que Verschave l'a exhumé, une citation « culte » reprise en boucle par tous les sites Web qui tentent de faire le point sur ces événements méconnus : « Le Cameroun s'engage sur les chemins de l'indépendance avec, dans sa chaussure, un caillou bien gênant. Ce caillou, c'est la présence d'une minorité ethnique : les Bamiléké, en proie à des convulsions dont l'origine ni les causes ne sont claires pour personne. [...] Qu'un groupe de populations nègres réunisse tant de facteurs de puissance et de cohésion n'est pas si banal en Afrique centrale. [...] L'histoire obscure des Bamiléké n'aurait d'autre intérêt qu'anecdotique si elle ne montrait à quel point ce peuple est étranger au Cameroun. » Sans doute conscient, au seuil de la mort, que sa prose était un peu compassée, Lambertson annote, dans un langage fleuri : « Alors ça, c'est vraiment du trucage ! Il n'y a qu'à se reporter au texte publié pour se rendre compte que cet auteur est un salopard. » Vérification faite : la citation n'a rien d'inexact<sup>5a</sup>.

a Il est vrai que F.-X. Verschave oublie le mot « homogène » (« Qu'un groupe *homogène* de populations nègres... ») et transforme le terme « révéler » en « montrer » (« si elle ne *révé-*

*Comme en Algérie, la doctrine française  
de la « guerre révolutionnaire »  
à l'œuvre au Cameroun*

Toute enquête sur la décolonisation du Cameroun ressemble à un jeu de piste. Elle se perd dans les couloirs obscurs de l'Histoire, que trop de gens ont voulu obstruer et où d'autres cherchent à l'aveugle d'improbables raccourcis. Si la guerre du Cameroun est à ce point méconnue aujourd'hui en France, c'est d'abord qu'elle a reçu très peu de publicité à l'époque où elle se déroulait. Entre 1956 et 1961, c'est-à-dire la phase la plus chaude de ce conflit, les Français avaient d'autres préoccupations. Ce que regrette d'ailleurs Jean Lambertson. « En d'autres temps, note-t-il de sa fine écriture, cette affaire qui fut, je puis le dire, menée à bien, aurait sans doute fait quelque bruit. Mais la victoire, modeste sans doute mais unique en fait, qui fut remportée sur les rebelles camerounais, ne pouvait avoir aucun retentissement à une époque où la guerre d'Algérie tenait toute la place dans les médias. »

L'Algérie a en effet masqué le Cameroun. Les deux guerres n'ont certes pas la même ampleur. Pour ces deux « colonies », qui n'en étaient en fait ni l'une ni l'autre au sens juridique du terme, la France n'avait ni le même attachement ni les mêmes intérêts. Le Cameroun, simple « Territoire sous tutelle » de l'Organisation des Nations unies (ONU), ne comptait dans les années 1950 que quelques milliers de Français. Sa « perte » n'aurait donc pas provoqué le même traumatisme que celle de l'Algérie, conquise en 1830, découpée en départements et peuplée de longue date par des centaines de milliers de Français. Contre les nationalistes de l'UPC, le gouvernement ne mobilisa pas le contingent comme il le fit contre le Front de libération nationale algérien (FLN). Et l'opinion publique métropolitaine, comme on disait, ne se mobilisa pas pour le Cameroun comme elle le fit pour cette Algérie qui faisait quotidiennement la « Une » de tous les journaux de France et qui finit par provoquer un changement de régime à Paris. Aujourd'hui comme naguère, rares sont les Français qui savent placer le Cameroun sur une carte.

Les deux situations ont donc, *a priori*, peu de choses en commun. En plus du contexte de décolonisation, ce qui est déjà central, les « événements » qui se déroulent de part et d'autre de cette « Afrique française » sont pourtant intimement liés. Ce qui apparaît clairement lorsqu'on se penche sur les méthodes employées par les autorités françaises. Revenant d'Indochine, où l'armée française avait essuyé une cuisante défaite, les responsables militaires français, humiliés par Diên Biên Phù, décidèrent de recourir à tous les moyens

---

*laît à quel point... »). Il est peu probable que ce soient ces inexactitudes qui aient fait enrager Lambertson.*

possibles pour garder ce qu'il restait d'Empire. Des théories nouvelles, inspirées à la fois par la vieille tradition militaire coloniale, par les évolutions apparues sur les théâtres européens dans les décennies précédentes, mais surtout par les méthodes qu'a utilisées le Viêt-minh pour mettre l'armée française en déroute, virent le jour. Celles, désormais bien connues, de la « guerre révolutionnaire » ou de la « guerre moderne ». Ces doctrines placent, nous y reviendrons, les populations civiles au cœur des dispositifs répressifs. Elles confèrent une place centrale à l'« arme psychologique » et au renseignement ; et elles légitiment – aux yeux de leurs promoteurs – le quadrillage et la surveillance implacables des populations, l'utilisation massive de la propagande et l'usage systématique de la torture. Ces méthodes combinées – que les militaires étrangers qualifient d'« école française » de contre-insurrection – ont été utilisées simultanément en Algérie et au Cameroun. Dénoncées avec vigueur en France dans le premier cas, utilisées par les militaires français contre le pouvoir civil lui-même, elles ont paradoxalement contribué à la victoire politique du FLN en 1962. Utilisées avec la même ardeur mais à l'abri des regards dans le second cas, elles continuent d'être perçues par les militaires français comme un élément clé de la lente défaite de l'UPC au cours des années 1960.

Ce sont ces méthodes qui, à en croire Jean Lamberton, lui-même adepte chevronné de la théorie comme de la pratique de la « guerre révolutionnaire », lui permirent de « mener à bien » sa mission au Cameroun. Non sans fierté, il raconte dans ses notes manuscrites combien son travail fut apprécié par Pierre Messmer, avec qui il travailla successivement à Yaoundé, lorsque celui-ci y était Haut Commissaire, puis à Paris, quand le même devint ministre des Armées en 1960. « Me présentant aux auditeurs du Centre des hautes études militaires, M. Messmer, ministre des Armées, me gratifia [d'un] titre : "Le seul officier assumant le commandement d'une formation chargée de réprimer une guérilla qui, dans l'ensemble des théâtres d'opération du même genre ouverts dans le monde, ait exactement et victorieusement rempli sa mission"... Après quoi, je fus nommé général<sup>a</sup> et commandeur de la Légion d'honneur. »

Après le fiasco algérien, les théories de « guerre moderne » ont été officiellement disqualifiées et bannies de l'armée française, désormais structurée selon la doctrine de la dissuasion nucléaire. Sauf au sein des troupes déployées en Afrique subsaharienne, où elles sont restées souterrainement valorisées, ou au minimum tolérées, leur efficacité semblant avoir été prouvée par le précédent camerounais. Ces unités de l'armée française, stationnées après les indépendances sur des bases militaires permanentes dans différents pays d'Afrique et qui y interviendront régulièrement pour y mater les « rébellions »,

---

a À noter que Jean Lamberton devient général le 1<sup>er</sup> décembre 1965.

*Kamerun !*

maintenir l'« ordre », déjouer – ou fomenter... – des putschs, resteront longtemps profondément marquées par les théories et les idéologies militaires élaborées pendant les périodes de colonisation et de décolonisation <sup>6</sup>.

### *Aux origines du système néocolonial français en Afrique*

La France, nul ne l'ignore, n'a pas quitté l'Afrique en octroyant l'indépendance à ses anciennes colonies. Elle est partie pour mieux rester. Pour rester cachée derrière des régimes qu'elle a elle-même installés, formés et consolidés, et qu'elle s'est arrangée à contrôler et à maintenir en place sur la longue durée. Des accords de coopération, civils et militaires, ont été signés entre ces partenaires inégaux pour moderniser, en les contractualisant, les liens de dépendance. Des accords de défense (largement secrets) ont également été paraphés pour permettre aux dirigeants des tout jeunes États indépendants de faire face aux menaces extérieures et, encore davantage, aux « troubles intérieurs » qui pourraient à l'avenir les faire vaciller et ainsi ébranler la nouvelle architecture de ce colonialisme réformé.

Le Cameroun occupe une place particulière dans ce système néocolonial. Non seulement parce qu'il est le seul pays du « pré carré » français en Afrique à avoir connu une rébellion armée conséquente, sous l'impulsion de l'UPC, au moment de l'indépendance, mais également parce qu'il est le premier – si l'on met de côté le cas particulier de la Guinée d'Ahmed Sékou Touré – à accéder à l'indépendance, le 1<sup>er</sup> janvier 1960. Le Cameroun apparaît alors comme un pays pionnier. Premier pays du « champ » à avoir vu débarquer les « spécialistes » français de la guerre révolutionnaire, dès le milieu des années 1950, il est aussi le premier à se voir doté d'une armée nationale et à « bénéficier » de l'assistance militaire technique française. Cette dernière, activée le jour même de la proclamation de l'indépendance, permet de poursuivre sans transition et, pour encore de longues années, les opérations militaires engagées contre la rébellion upéciste à l'ère du colonialisme direct, inaugurant dans le sang une longue série d'ingérences militaires françaises en Afrique.

Né dans un contexte de guerre, c'est tout le régime du Cameroun « indépendant » qui a été imbibé par les modèles « contre-révolutionnaires ». Les doctrines françaises de contre-insurrection ont muté en système de gouvernement. Quelques mois après l'indépendance, tandis que les opérations de guerre se poursuivaient dans plusieurs régions du pays, une dictature implacable fut installée. Concentré dans les mains du président Ahmadou Ahidjo et de son entourage, mais appuyé par la « coopération » et l'« assistance technique » françaises, le pouvoir camerounais a recyclé les méthodes guerrières utilisées contre les maquis de l'UPC pour les appliquer à tous les « subversifs »,

c'est-à-dire à tous ceux qui contestaient, ou semblaient contester, les nouvelles autorités. La surveillance, l'endoctrinement et la répression des populations devinrent des habitudes. Et l'exception, la règle. Les Camerounais, qui s'étaient passionnés pour le projet émancipateur de l'UPC dans les années 1950, furent sommés de rejeter leurs « mauvais penchants » et de transférer leur enthousiasme sur le parti unique d'Ahmadou Ahidjo. Lequel, vampirisant l'héritage upéciste, s'octroya le titre de pionnier de l'indépendance... Purgé de ses éléments « subversifs », appelé à traquer en son sein la moindre « déviance », sommé quotidiennement d'oublier ses amours d'antan, le peuple camerounais ne put faire vivre son désir de liberté que dans la clandestinité, dans l'exil ou sur le mode du refoulement.

Le même phénomène s'observe, au même moment, dans les autres pays africains du « pré carré » français. Partout s'installent des régimes à poigne, dont la pérennité est assurée par les accords de défense, de coopération et d'assistance technique auxquels leur parrain français les fait souscrire dès leur accession à l'indépendance, à l'époque exacte où se déroule la guerre du Cameroun. Profondément inspirés par les méthodes militaires de l'ex-métropole, ces nouveaux régimes reçurent pour mission, afin de sauvegarder les « intérêts français » sur le continent, de lutter sans relâche contre leurs ennemis intérieurs, réels ou potentiels, qu'on voulait croire inspirés par les puissances communistes ou, dans certains cas, anglo-saxonnes. C'est un officier du Centre militaire d'information et de documentation sur l'outre-mer (CMIDOM) qui explique le phénomène dans une étude confidentielle rédigée en 1973 : « Formées de personnels transférés de l'armée française, organisées sur le modèle de cette dernière et équipées de matériels cédés par la France, les armées des jeunes États indépendants constituent, au début, les seuls "outils" structurés à la disposition des gouvernants. Héritières en quelque sorte des Forces françaises outre-mer, elles en adoptent aussi une partie des missions traditionnelles, tout particulièrement préserver l'ordre politique et social (issu de l'indépendance) et être prêtes à faire face à la subversion et, éventuellement, à l'opposition politique. [...] Avec le temps, la véritable mission de ces armées va évoluer, l'ennemi à craindre étant plus au-dedans qu'au-dehors. Dans plusieurs pays, l'armée jouera un rôle capital dans la direction des affaires du pays <sup>7</sup>. »

Les processus que nous venons brièvement d'évoquer, la transmission au sein de l'armée française des savoir-faire contre-subversifs forgés au moment de la décolonisation, d'une part, et leur utilisation intensive et continue par des régimes africains vassalisés par la France, d'autre part, sont longtemps restés inconnus d'une opinion publique française qui se soucie fort peu du destin de l'Afrique et de la politique qu'y mènent ses gouvernants depuis des décennies. Ce silence entretenu et consenti est une des forces principales du néocolonialisme français en Afrique. La faiblesse des contre-feux et des

*Kamerun !*

procédures de contrôle a permis aux dirigeants français de faire passer les dictateurs « amis de la France » pour de fins démocrates, dont les excès de zèle répressif, parfois trop voyants, ne pourraient s'expliquer que par une incorrigible « nature africaine » et par la regrettable inaptitude de leurs peuples à entrer de plain-pied « dans l'Histoire ». Ces arguments ont permis – et permettent encore – à une partie des classes dirigeantes hexagonales de conserver des « liens privilégiés », ô combien rémunérateurs, avec bon nombre de dictateurs, de tortionnaires et de criminels de guerre formés à l'« école française ».

Le silence, cependant, a été partiellement brisé au début des années 1990. D'abord parce que, à la faveur de la fin de la guerre froide, les peuples africains ont saisi l'opportunité pour faire entendre leur colère. Ensuite parce qu'il y a eu le génocide des Tutsis du Rwanda, en 1994, derrière lequel on n'a pas tardé à découvrir de graves complicités françaises. Enfin, parce que des militants, des journalistes et des chercheurs se sont penchés et mobilisés en France pour dévoiler la face cachée de la politique africaine de la France. C'est ainsi que François-Xavier Verschave, président de l'association Survie de 1995 jusqu'à sa mort en 2005, popularisera – le « salopard » !... – le concept de « Françafrique » pour décrire les relations occultes et malsaines entretenues entre dirigeants français et africains. C'est ainsi également que des journalistes ou des chercheurs comme Patrick de Saint-Exupéry, David Servenay ou Gabriel Périès exhumeront les canaux de transmission qui permirent aux génocidaires rwandais de bénéficier de la part de la France non seulement d'armes, d'appuis logistiques, de soutien moral et politique, mais également de formations aux méthodes d'éradication de l'« ennemi intérieur » forgées et diffusées depuis la période de décolonisation par les autorités politiques et militaires françaises. « Nous avons instruit les tueurs, écrira ainsi le journaliste Patrick de Saint-Exupéry. Nous leur avons fourni la technologie : notre "théorie". Nous leur avons fourni la méthodologie : notre "doctrine". Nous avons appliqué au Rwanda un vieux concept tiré de notre histoire d'empire. De nos guerres coloniales<sup>8</sup>. »

### *Une guerre enfouie : silence, fiction et affabulations*

C'est dans ce nouveau contexte qu'est réapparue, en France comme au Cameroun, la question des opérations de guerre menées par les autorités françaises et leurs alliés camerounais contre l'UPC dans les années 1950 et 1960. Il faut signaler cependant que, malgré la chape de plomb qui a recouvert ces événements dans les deux décennies suivantes, le souvenir de la résistance upéciste n'avait pas totalement disparu. Secrètement, beaucoup de Camerounais continuaient à entretenir la flamme, à honorer les martyrs de la lutte,

à fredonner sous cape les nombreuses chansons composées au temps des maquis. À l'étranger, des historiens s'efforcèrent également de travailler sur le sujet. Richard Joseph notamment, qui publia dès 1977 une remarquable étude sur les origines et les débuts de l'UPC dans les années 1940 et 1950<sup>9</sup>. Ou Achille Mbembe, qui exhuma dans les années 1980 de nombreux textes rédigés jadis par Ruben Um Nyobè et produisit des analyses éclairantes sur la naissance du maquis en Sanaga-Maritime<sup>10</sup>. Depuis le début des années 1990, enhardis par les protestations populaires qui secouaient alors le régime de Paul Biya, successeur d'Ahmadou Ahidjo, et profitant de la très relative « libéralisation » du régime de Yaoundé, des étudiants, des chercheurs et des journalistes camerounais poursuivirent cet effort. Ils se plongèrent courageusement dans le fatras d'archives entreposées, au milieu de la poussière et de la moisissure, dans des lieux jusque-là hermétiquement fermés. Sans le sou pour la plupart, subissant des pressions de toutes sortes, ils se rendirent dans les villages pour essayer de recueillir les récits de témoins encore traumatisés par le souvenir de la répression et par les années de dictature qui s'ensuivirent.

On commençait alors à (re)découvrir la terreur qui avait régné au Cameroun au tournant de l'indépendance. Non seulement en Sanaga-Maritime, mais également – sujet encore inexploré à l'époque – dans la région de l'Ouest, celle dite de l'« ethnologie Bamiléké ». C'est sur ce dernier épisode qu'insiste particulièrement François-Xavier Verschave dans le chapitre de *La Françafrique* dans lequel il cite l'extrait de Jean Lambertson sur le « caillou bamiléké ». Pour illustrer le caractère ethnique de la répression – le génocide rwandais est alors dans toutes les têtes –, le même Verschave renvoie, comme Pascal Krop avant lui<sup>11</sup>, à un livre, *O.K. Cargo !*, écrit par un certain « Max Bardet », qui dit avoir participé à ce qu'il appelle la « guerre bamiléké » dans les années « 1962-1964 »<sup>12</sup>.

Signé conjointement par ce « légendaire pilote d'hélicoptère » appelé Max Bardet et par une « jeune femme d'affaires américaine, Nina Thellier, [qui] a reconstitué avec bonheur toutes les peurs, tous les espoirs » du premier, ce livre, qui raconte les tribulations de « Bardet », de l'Algérie à Djibouti en passant par le Cameroun et le Tchad, mérite un peu d'attention. Passé totalement inaperçu lors de sa publication, en 1988, il fait pourtant un récit stupéfiant des opérations militaires à l'ouest du Cameroun. Alors que ce qu'il décrit ressemble en tout point à l'Afrique mythologique d'Hergé dans *Tintin au Congo*, alors qu'à l'évidence la plupart des « aventures » de son héros sont tout droit sorties d'une imagination pétrée de la culture coloniale la plus éculée – tribaliste, raciste et sexiste –, certains aspects laissent penser qu'il ne s'agit pas que d'une fiction. À titre d'exemple, on y croise un militaire français, le « colonel Noiret », qualifié de « conseiller direct d'Ahidjo ». Or, aujourd'hui encore – et *a fortiori* à l'époque où ce livre étrange est paru –, seuls

les initiés peuvent comprendre qu'il s'agit selon toute vraisemblance d'une allusion à un très discret conseiller militaire français, en poste à Yaoundé au début des années 1960, qui jouissait en effet de toute la confiance du président Ahidjo : le colonel Jean-Victor Blanc. Une allusion en négatif, en « Noiret » Blanc...

Les initiés ? Constantin Melnik par exemple, chef des services de sécurité et de renseignements à Matignon entre 1960 et 1962, quand Michel Debré était Premier ministre. Devenu, dans les années 1980, responsable de collection aux Éditions Grasset, c'est lui qui a patronné la publication de *O.K. Cargo !*. À l'évidence, Jean Lambertson n'est pas le seul adepte du jeu de piste et du message crypté. Mais que vise, au juste, Melnik lorsque, manipulant insidieusement la frontière entre la fiction grotesque et la réalité codée, il fait écrire par son légendaire « pilote d'hélicoptère »<sup>a</sup> les lignes qui suivent : « En deux ans, l'armée régulière a pris le pays bamiléké, du sud jusqu'au nord, et l'a complètement ravagé. Ils ont massacré 300 000 ou 400 000 Bamiléké. Un vrai génocide. Ils ont pratiquement anéanti la race. [...] Les villages avaient été rasés, un peu comme Attila, tu passes, tu ne laisses rien. Peu de Français sont intervenus directement. J'en ai connu trois ou quatre, c'est tout. La presse n'en a pas parlé<sup>13</sup> » ?

Melnik gardant le silence sur son rôle dans le livre de « Max Bardet », toutes les hypothèses sont possibles pour expliquer ces lignes redoutables<sup>b</sup>. Alerte, en direction de la « presse », sur un drame inexploré ? Clin d'œil morbide à quelques collègues des services de renseignements français ? Vengeance inassumée contre quelque rival lié aux « trois ou quatre » Français qui sont « intervenus directement » au Cameroun ? La dernière hypothèse est la plus vraisemblable quand on connaît la haine que Constantin Melnik nourrissait pour le « Monsieur Afrique » du général de Gaulle, Jacques Foccart, et la disgrâce dont le même Melnik fut frappé en 1962, alors qu'il rêvait au contraire d'être nommé à la tête du Service de renseignements extérieurs français (SDECE), ancêtre de la Direction générale de la Sécurité extérieure (DGSE)<sup>14</sup>.

Il faut savoir en outre que Constantin Melnik s'est fait une spécialité, depuis qu'il est à la retraite, du roman à clef. Il multiplie les livres dans lesquels il raconte ses souvenirs d'espion en les noyant dans la fiction et où il règle ses comptes à travers des noms d'emprunt. Dans son vrai-faux roman *La*

---

a Il faut s'interroger sur l'existence même de Max Bardet. Alors qu'il y a une photo de lui, en compagnie de Nina Thellier, en quatrième de couverture de *O.K. Cargo !*, personne ne semble jamais avoir retrouvé sa trace. Contactées par nos soins, les Éditions Grasset disent qu'il est « mort ». Nina Thellier est également introuvable.

b Contacté par l'intermédiaire de ses éditeurs, Constantin Melnik a laissé nos sollicitations sans réponse.

*Mort était leur mission*, publié en 1995, il parle à nouveau du Cameroun : « Après la décolonisation orchestrée par le général de Gaulle, des troubles avaient éclaté au Cameroun. Où se situait, à propos, ce putain de pays et quelles étaient son histoire et sa singularité ? Une fraction extrémiste regroupant les Bamiléké s'était soulevée. Selon une tradition africaine qui n'était pas encore relayée par la télévision, des massacres avaient eu lieu, suivis d'une répression où les forces gouvernementales épaulées par des conseillers militaires français, n'avaient fait preuve d'aucune réserve. Tentés par une aventure africaine, [...] des camarades du colonel Martineau étaient partis piloter des hélicoptères et ils étaient revenus lourds de récits de cadavres flottant au fil de l'eau ou pourrissant dans les forêts <sup>15</sup>. »

Quelles que soient les intentions de Constantin Melnik, force est de constater que son jeu de cache-cache sur la « guerre bamiléké » a aujourd'hui des conséquences importantes sur le débat public et la recherche historique. Instruits par le génocide au Rwanda et, par la même occasion, du degré ahurissant de cynisme dont certains responsables français peuvent être capables, de nombreux observateurs ou commentateurs semblent aujourd'hui considérer le récit de « Max Bardet » comme une source crédible. De sorte qu'on retrouve, sans aucune nuance ni mise en garde, la citation sur les « 300 000 à 400 000 Bamiléké » tués « entre 1962 et 1964 » jusque dans des ouvrages ou des travaux universitaires par ailleurs plutôt rigoureux. Ce qui signifierait, à titre de comparaison, que l'armée camerounaise – aidée de « trois ou quatre » Français... – aurait fait, en seulement deux ans, avec des moyens considérablement moins importants et alors que le conflit entrait dans sa phase de progressif apaisement, autant – voire plus – de victimes que l'armée française durant les huit années qu'a duré la guerre d'Algérie (conflit pour lequel les estimations varient entre 250 000 et 400 000 victimes algériennes <sup>16</sup>).

L'avènement du Web joue un rôle non négligeable dans la diffusion de ces « informations ». Précieux outil de recherche, le Réseau s'est parallèlement transformé en quelques années en une véritable machine à transformer la fiction en réalité et la réalité en fiction. On ne compte plus aujourd'hui le nombre de sites, de blogs et de forums où l'on débat sans fin sur les crimes du « colonel Noiret » et du « colonel Martineau », sans que personne ne signale qu'il s'agit de noms inventés. On voit aussi circuler des histoires étonnantes. « Sous la direction de l'armée française, lit-on par exemple sur des dizaines de sites Web, les troupes camerounaises rasant le bourg de Yogandima, massacrant près de 8 000 civils désarmés <sup>17</sup>. » Sans qu'on sache qui est à l'origine de cette « information », que tout le monde date du « 2 mars 1960 », cette histoire sera reprise jusque dans la presse camerounaise et dans certains ouvrages, alors même que personne ne sait, n'a jamais su et ne saura jamais où se trouve la localité fictive de « Yogandima » <sup>18</sup> !

*Kamerun !*

Tout à leur volonté de briser un silence qui a trop duré, ces internautes, journalistes et essayistes peu regardants transforment ainsi la guerre du Cameroun, pourtant bien réelle, en simple fiction. Ensevelies sous les « 8 000 morts de Yogandima », les véritables victimes des bombardements français, qui ont bel et bien eu lieu au Cameroun, deviennent alors aussi « légendaires » que Max Bardet lui-même...

### *Négations officielles*

Sujet aussi capital que sensible, le bilan humain de ce conflit est devenu depuis les années 1990 l'objet de polémiques endiablées. Après des décennies de négation ou de minoration, le risque est désormais celui de l'exagération. Par un jeu d'extrapolation désordonné, les chiffres ne cessent de gonfler. Additionnant les « 400 000 morts » revendiqués par « Max Bardet » à d'autres comptabilités tout aussi incontrôlées, certains ouvrages, publiés aussi bien au Cameroun qu'en France, parlent de « millions de morts », c'est-à-dire potentiellement autant que d'habitants dans les régions où se sont déroulées les opérations de répression franco-camerounaises... En 1995, Jacques Kago Lele parle ainsi de « 800 000 à 1 million » de morts entre 1955 et 1965<sup>19</sup>. Dix ans plus tard, Ferdinand Chindji-Kouleu surenchérit avec « 2 millions de morts, [...] de 1955 à 1964 seulement<sup>20</sup> ».

L'idée selon laquelle il y a eu un « génocide bamiléké » devient ainsi une « évidence » aux yeux d'un public abusé par la répétition à l'identique des mêmes pseudo-informations<sup>a</sup>. Ne citant jamais aucune source d'archives, compilant des citations où se mélangent le vrai, le faux et le vraisemblable, agrémentant le tout de propos outrés et d'analogies historiques bancales, les militants de cette thèse jouent un jeu dangereux lorsqu'ils prétendent, sous prétexte que « la vérité a été dévoilée » (par Max Bardet, Constantin Melnik et consorts...), qu'elle est incontestable<sup>21</sup>. Ils ferment péremptoirement un débat historique qui n'a jamais été sérieusement ouvert. Une autre forme de négationnisme en somme, qui ne complète que trop bien la conspiration du silence à laquelle ils prétendent, héroïquement, mettre fin.

Si elle s'applique à une réalité historique différente – le Front de libération nationale algérien, contrairement à l'Union des populations du Cameroun, a triomphé de ses ennemis –, la remarque de l'historien Gilbert Meynier, analysant les bilans extravagants diffusés par le FLN avant comme après la

---

a Un candidat à l'élection présidentielle française de 2007 – Jean-Marie Le Pen en l'occurrence, proche à la fois de l'« humoriste » Dieudonné et du président camerounais Paul Biya – a été interpellé sur ce sujet au cours d'un débat télévisé (« J'ai une question à vous poser », TF1, 12 février 2007).

guerre d'Algérie, nous semble pouvoir être utilement rappelée à ceux qui se voudraient les plus fidèles héritiers ou ardents défenseurs de l'UPC : « Même une intense sympathie pour le combat du peuple algérien n'autorise pas l'historien à avaliser toutes les faussetés produites, même sincèrement, en son nom. C'est même un devoir de déontologie que de se départir de la vergogne. [...] Faudra-t-il ajouter que les deux camps opposés – celui de l'histoire algérienne officielle bureaucratisée et celui du révisionnisme de nostalgie française, mieux connu en France – se retrouvent finalement dans le même camp méthodologique frelaté<sup>22</sup> ? »

Or, pour le Cameroun comme pour l'Algérie (et comme pour le Rwanda, d'ailleurs), la nostalgie aveugle, l'ignorance et la négation sont, en France, profondément incrustées. Elles ont même été revendiquées, crânement, par les plus hautes autorités de l'État. En visite officielle à Yaoundé en mai 2009, le Premier ministre français François Fillon fut interrogé au cours d'une conférence de presse sur les événements qui se déroulèrent au Cameroun au moment de l'indépendance. La question, timorée, qui évoquait à la fois les « scories du passé », les accords militaires franco-camerounais et la mort de « plusieurs nationalistes camerounais [...] assassinés par l'armée française », reçut une réponse abrupte : « Je dénie absolument que des forces françaises aient participé, en quoi que ce soit, à des assassinats au Cameroun. Tout cela, c'est de la pure invention ! Et naturellement, lorsque je parlais de "scories", ce n'est pas à ça que je pensais<sup>23</sup>... »

Avant de se rendre au Cameroun, M. Fillon aurait pu prendre la peine de lire les deux pages que son lointain prédécesseur Michel Debré, en poste à l'époque des faits, avait consacrées, dans ses Mémoires, à la guerre du Cameroun. Certes, ces pages, publiées dans les années 1980, devaient se lire entre les lignes. Certes, M. Debré n'y parlait pas de « guerre » au Cameroun et effaçait soigneusement tout éclat de sang. Mais il évoquait avec fierté cette vaste « opération de nettoyage », point culminant de la répression française, qui avait permis, en 1960, à une France convertie aux vertus du néocolonialisme autoritaire de maintenir le Cameroun sous sa domination... au moment même où elle lui « offrait » l'indépendance. Un exploit qu'elle n'avait pas réussi en Afrique du Nord, au grand désespoir de ce chaud partisan de l'Algérie française qu'était Michel Debré. D'où cette pointe d'amertume : « L'intervention militaire de la France au Cameroun est peu connue. L'attention des journalistes n'a pas été attirée sur la décision que j'ai prise et son exécution qui se prolonge pendant plusieurs mois. Jusqu'à présent, les historiens ont fait preuve de la même discrétion. Cet oubli est sans doute dû au fait que cette intervention militaire s'est terminée par un succès<sup>24</sup>. »

## *Un bilan meurtrier, encore très difficilement chiffrable*

Un demi-siècle après ces « événements », il paraît urgent de travailler sérieusement sur la décolonisation du Cameroun. C'est ce que nous avons essayé de faire pendant les quatre années que nous avons consacrées à la préparation de ce livre. Le plus important est évidemment de multiplier les sources d'information et de les confronter entre elles. Nous avons donc parcouru des milliers de kilomètres, en France et au Cameroun, pour rencontrer les témoins encore vivants. Pour la première fois, nous avons ainsi retrouvé des militaires français ayant servi au Cameroun, qui ont accepté de s'exprimer à visage découvert. Deux ambassadeurs de France et de nombreux administrateurs coloniaux nous ont ouvert leur porte. Les principaux acteurs camerounais, anciens « rebelles » ou ex-responsables de la répression, nous ont accordé des entretiens approfondis. À de rares exceptions près, la plupart des personnes sollicitées ont bien voulu nous recevoir et fouiller leur mémoire et leurs archives privées avec nous.

La matière première la plus abondante et la plus fiable est composée des traces écrites qui évoquent ce passé. Contrairement à ce qui est dit par ceux qui recopient les livres des autres et cherchent ensuite à camoufler leur paresse, il existe des centaines de milliers de pages d'archives disponibles. Certes, un bon nombre d'entre elles restent inaccessibles, à cause du secret qui frappe encore une partie des archives officielles<sup>a</sup>. Certes, les documents sont souvent dispersés, aux quatre coins du monde pour certains. Mais c'est plutôt la profusion que la rareté des sources qui rend la recherche difficile. Malgré plusieurs années d'efforts, nous n'avons pas eu le temps d'exploiter l'intégralité de celles que nous avons nous-mêmes collectées dans différents fonds d'archives, à Yaoundé, Dschang, Bafoussam, Buea, Paris, Nantes, Vincennes, Aix-en-Provence, Fréjus, Bobigny, Genève ou Amsterdam. Et il en existe encore des salles entières, que nos moyens limités ne nous ont pas permis d'explorer, dans ces mêmes villes, comme du reste à Douala, Edéa, Nkong-samba, Londres, New York, Moscou, Alger, Conakry, Accra ou Brazzaville... L'histoire de l'indépendance du Cameroun, parce que c'est aussi l'histoire de la France, de l'Europe, de l'Afrique tout entière, parce qu'elle s'inscrit aussi

---

a Les refus de dérogation pour l'accès aux archives sont proportionnellement rares, sans que l'on puisse parler d'une censure particulière à ces événements. Parmi les refus essayés, nous pouvons citer certains dossiers nominatifs, certains cartons traitant de l'assistance technique, les sujets les plus récents, à propos des années 1970 et 1980, certains rapports des Renseignements généraux concernant des militants en France, une partie des correspondances de Jacques Foccart, quelques cartons du cabinet du ministre de la Défense français...

dans le cadre plus général de la guerre froide et des luttes pour l'émancipation des peuples opprimés, ressemble effectivement à un jeu de piste interminable.

Avertissons donc d'emblée le lecteur : notre travail doit être regardé comme une tentative incertaine visant à documenter une guerre inconnue, à l'inscrire dans son contexte politique spécifique et dans sa trajectoire historique antérieure et postérieure. Comme toute tentative, celle-ci comporte nécessairement des oublis et, sans doute, des erreurs. Ce livre doit donc également être conçu comme une invitation à poursuivre les recherches existantes, à les compléter, à les corriger, à les nuancer. Pour éviter de sombrer dans les travers que nous avons évoqués, ceux d'une histoire fictive qui tourne à l'intoxication, nous nous efforçons dans les pages qui suivent de renvoyer aussi précisément que possible le lecteur aux sources, écrites ou orales, sur lesquelles nous nous sommes appuyés. Sans prétendre révéler une vérité définitive, cela permettra au moins au lecteur de juger par lui-même de leur crédibilité et, éventuellement, de réfuter les informations qui s'y trouvent ou les interprétations que nous en faisons.

Puisque nous avons parlé du bilan humain de la guerre du Cameroun, revenons-y dès maintenant. En fonction des sources dont ils émanent et des dates de leur diffusion, le lecteur pourra se faire une idée des chiffres que nous avons trouvés. Mais il faut au préalable signaler que ces données se réfèrent à des épisodes différents, qui parfois se chevauchent, temporellement ou géographiquement, et qui, plus souvent encore, laissent de côté des régions ou des étapes importantes du conflit : elles ne peuvent donc ni s'additionner ni se retrancher. Nous ne les donnons qu'à titre indicatif, surtout pour montrer à quel point l'exercice est périlleux après un demi-siècle de silence et de mystification<sup>a</sup>.

Pour ce qui est des émeutes de mai 1955, qui peuvent être considérées comme le prélude direct de la guerre, les autorités françaises évoquent, dans des rapports confidentiels, une quarantaine de tués, tandis que les évaluations des nationalistes varient à l'époque d'une centaine à plusieurs milliers de victimes<sup>b</sup>. Concernant l'insurrection de décembre 1956, première tentative

- 
- a À l'époque même des faits, l'incertitude est grande dans les rangs de l'UPC. Pour l'anecdote, on mentionnera l'étonnement d'un de ses dirigeants après avoir reçu, d'une section locale du mouvement, un bilan aussi ahurissant que catastrophique après seulement dix jours d'opérations militaires françaises, fin 1956. « Ton rapport signale pour la Sanaga-Maritime seule, un chiffre de 57 500 morts. C'est-à-dire que le tiers de la population n'existe plus. Nous voulons croire que c'est pour le moins exagéré... » (Lettre de Jean-Paul Sendé à Silas Mbong du 6 janvier 1957, cité *in* « Étude sur l'Union des populations du Cameroun et le Comité national d'organisation », 19 mars 1957, p. 17 [CAOM, Aff-Pol 3336].)
- b Le chiffre le plus élevé du côté upéciste est celui que l'on trouve dans un télégramme envoyé à l'ONU, le 29 mai 1955, par Samuel Dumbe, le secrétaire de l'UPC de Douala, qui

concertée de recours à la violence par l'UPC, les autorités françaises parlent très rapidement de « plusieurs dizaines de paysans assassinés » par les nationalistes, tandis que ces derniers renvoient sur les premières la responsabilité de « milliers » de victimes<sup>25</sup>. Un des ennemis jurés de l'UPC, l'ancien ministre français Louis-Paul Aujoulat, longtemps élu du Cameroun, mentionnera quant à lui le chiffre d'« un millier de morts » provoqués par la répression française, quand l'historien américain Victor T. Le Vine juge crédible celui de « deux milliers », sans préciser toutefois dans quel camp il les situe<sup>26</sup>.

Étant donné les chiffres précédents, qui concernent des opérations ponctuelles, la comptabilité fournie par l'armée française concernant ses propres opérations militaires en Sanaga-Maritime entre 1957 et 1958 paraît parfaitement fantaisiste. Elle ne fait mention, entre novembre 1957 et novembre 1958, que de « quatre cents rebelles tués<sup>27</sup> ». Nous ne connaissons pas les bilans chiffrés mis en avant par l'UPC, mais, compte tenu des indications que l'on retrouve dans les textes de Ruben Um Nyobè et de ce que nous savons par ailleurs de la nature de la répression, il ne fait aucun doute que les opérations militaires dans cette région ont fait des milliers de morts, peut-être plusieurs dizaines, avant comme après la mort du secrétaire général de l'UPC, en septembre 1958, qui compte lui-même parmi les victimes. On peut signaler à titre d'exemple que le mercenaire « pro-français » Jacques Bidjoka reconnaîtra, en 1961, avoir tué avec sa seule bande dans cette région « plus de six cents personnes, sous la pression des colonialistes », depuis le début des troubles<sup>28</sup>. Mais il faut savoir que l'homme est alors accusé d'avoir tué un sous-préfet et que cet aveu lui a peut-être été extorqué, sous la torture, par des forces armées franco-camerounaises spécialistes en la matière...

Le décompte effectué début 1961 par le général Max Briand, chef des opérations militaires françaises au Cameroun, doit également être pris avec des pincettes. Il n'évoque, pour la seule l'année 1960, qu'« un peu plus de 20 000 morts » dans le département Bamiléké, celui où la France concentre alors ses efforts et multiplie les bombardements<sup>29</sup>. À la même période, la revue française *Réalités* parle d'une fourchette de 20 000 à 100 000 morts entre décembre 1959 et juillet 1961<sup>30</sup>. Fin connaisseur du Cameroun et proche des autorités françaises, le journaliste du quotidien *Le Monde* André Blanchet s'essaye à son tour à un bilan chiffré au cours d'une conférence qu'il prononce en octobre 1962 au Centre d'études de politique étrangère : « Déjà pendant les cérémonies [à l'occasion de la proclamation de l'indépendance du Cameroun, le 1<sup>er</sup> janvier 1960], je me rappelle qu'un officiel français, membre du cabinet [d'Ahmadou Ahidjo], m'avait parlé de 12 000 morts d'ores et déjà déplorés en pays bamiléké. Tout récemment quelqu'un, dont je n'ai pas pu

---

parle de « plus de 5 000 Camerounais » tués, ajoutant que « le gouvernement français anéantit toute [la] population noire du Cameroun français » (CAOM, Aff-Pol 3337).

vérifier les dires, mais dont les allégations méritent d'être prises au sérieux, m'affirmait qu'il y avait eu 120 000 victimes au total pendant les deux ou trois ans qu'a duré l'insurrection en pays [bamiléké] ; or, cela nous l'ignorâmes à peu près entièrement, même en France, l'ancienne métropole<sup>31</sup>. »

À notre connaissance, la seule tentative de synthèse générale effectuée par des autorités officielles, en ce qui concerne tout du moins les victimes civiles répertoriées pour la phase la plus intensive de la campagne militaire franco-camerounaise, est celle qu'a retrouvée la chercheuse américaine Meredith Terretta. Outre qu'elle a été réalisée à chaud, cette synthèse a l'avantage d'émaner du Foreign Office britannique, observateur privilégié des événements – puisque le Royaume-Uni partageait avec la France, depuis la fin de la Première Guerre mondiale jusqu'aux indépendances, la tutelle sur l'ancien Kamerun allemand – sans avoir pour autant participé directement à la répression des « troubles », qui se sont presque intégralement déroulés dans la partie francophone du pays. « Les archives britanniques évoquent, pour la période allant de 1956 à juin 1964, de 61 300 à 76 300 *civils* tués sur une population totale estimée à 3 millions de personnes, écrit Meredith Terretta. 80 % de ces pertes ont été occasionnées dans la région Bamiléké sous administration française. Le nombre exact de morts a été difficile à calculer, écrit l'ambassadeur britannique à Yaoundé en 1964, parce que avant l'indépendance "l'armée française a fréquemment brûlé, ou détruit d'une autre manière, des villages entiers, qui étaient gravement infestés de terroristes", ce qui a eu pour résultat de "tuer un nombre inconnu de civils non terroristes". De la même façon, après l'indépendance, "les Forces armées camerounaises [...] ont tué par mégarde [*inadvertently*] un nombre inconnu de civils" et, tout au long du conflit, "il s'est fréquemment révélé impossible de déterminer si la personne tuée était un terroriste [...] ou un badaud innocent"<sup>32</sup>. »

Nous n'irons pas beaucoup plus loin sur ce chapitre délicat. Nous nous limiterons à quelques remarques. D'abord, les chiffres mentionnés par l'ambassadeur britannique, notamment, sont assez éloquents – d'autant qu'ils ne concernent que les pertes « civiles » et sont, de son propre aveu, vraisemblablement minorés – pour qu'on s'interroge en profondeur non seulement sur le silence terrible qui a régné à l'époque des événements, celui dont parlent Jean Lambertson comme André Blanchet, mais également sur ce silence qui perdure aujourd'hui derrière les outrances mal informées qui prolifèrent sur Internet.

Ensuite, il faut prendre les chiffres que nous avons mentionnés avec une extrême prudence et des recherches précises doivent être entreprises sur ce thème. Ces dernières, qui dépassent nos compétences, doivent s'appuyer sur des études démographiques fiables et prendre en compte de multiples facteurs : les victimes indirectes, les perturbations différées sur les pyramides des âges, les migrations internes et externes provoquées par la brutalité des

*Kamerun !*

combats, etc. Comment, sans ce type de données, interpréter les propos de Jean Lambertson lorsque, parlant de la région dite « Bamiléké », il affirme dès 1959 qu'elle a d'ores et déjà « été dépeuplée à 50 %<sup>33</sup> » ? Le général Briand aurait-il quant à lui annoncé un autre bilan à ses supérieurs s'il n'avait eu la conviction, comme il l'ajoutait juste après avoir reconnu « un peu plus » de 20 000 morts pour l'année 1960, que « ce chiffre [était] à rapprocher de l'expansion démographique estimée, annuellement, entre 22 000 et 25 000 personnes » ?

Enfin, le débat sans fin à propos de ces données brutes n'a que peu de sens et il continuera d'être l'objet d'une dangereuse instrumentalisation si on fait abstraction du contexte historique précis dans lequel s'inscrivent ces chiffres. « Où se situait, à propos, ce putain de pays et quelles étaient son histoire et sa singularité ? », écrivait avec morgue Constantin Melnik dans *La Mort était leur mission*. Au lieu d'empiler des corps sans vie et sans nom dans des romans douteux, mieux vaut effectivement se poser sérieusement ce genre de questions si l'on veut comprendre ce qui s'est passé au Cameroun dans ces années troubles.

### ***La France contre le Kamerun***

Il ne s'agit en aucune façon ici de refaire toute l'histoire du Cameroun. Nous cherchons plutôt à comprendre pourquoi les responsables français, de la IV<sup>e</sup> puis de la V<sup>e</sup> République, avant comme après l'octroi de l'indépendance du pays, se sont lancés dans une répression aussi féroce. C'est ce contexte qu'il convient en préalable de broser à grands traits, tout en présentant l'organisation que nous avons retenue pour ce livre, structuré en quatre séquences chronologiques : 1945-1954, 1955-1958, 1959-1960, 1961-1971.

La raison principale de la hargne française s'appelle, on l'a dit, l'UPC. Créée en 1948 à Douala par quelques « indigènes évolués », comme on les désignait alors, l'UPC constitue dès le départ un des défis les plus sérieux au colonialisme français en Afrique. Elle réclame d'abord la justice, la dignité et l'égalité pour les « indigènes » trop longtemps martyrisés, exploités, abusés. Elle demande aussi la réunification du pays que se sont partagé les Français et les Britanniques, par le truchement de la Société des nations (SDN) après la défaite allemande en 1916, puis celui de l'ONU. S'appuyant sur le statut international du Cameroun qui en fait, avec le Togo, un Territoire à part au sein de l'Empire français, l'UPC exige surtout l'indépendance : affront insupportable pour les Français qui, contrairement aux Britanniques, n'ont aucune intention de lâcher du lest. Malgré les belles paroles du général de Gaulle à Brazzaville en janvier 1944, ils comptent bien s'agripper à leurs « possessions » d'outre-mer pour redorer le blason tricolore, assurer la défense

nationale et faire quelques menus profits. Épine dans le pied des colons français, l'UPC se refuse, au contraire d'autres mouvements nationalistes africains, à tout compromis. Sa popularité se consolide, ses mots d'ordre se diffusent dans tout le pays. Elle risque même de faire tache d'huile à travers le continent. La répression française, qui n'est pas d'abord militaire, se durcit. En vain (première partie).

Paris envoie alors, pour se maintenir à Yaoundé, des Hauts Commissaires à poigne. Roland Pré d'abord, un ancien de la Résistance française contre le nazisme, qui voit des communistes partout. Il engage l'épreuve de force en mai 1955 et fait interdire l'UPC. Pierre Messmer ensuite, réputé libéral, mais qui ne craint pas lui non plus de faire couler le sang. Les nationalistes camerounais maintiennent le cap. Dans la clandestinité, le programme – indépendance, réunification, justice sociale – est maintenu. Et s'incarne dans un mot : *Kamerun* ! Pied de nez aux Français, l'UPC brandit le nom que leurs ennemis héréditaires, les Allemands, avaient donné à ce pays quelques décennies plus tôt, avant son partage entre le *Cameroun* français et le *Cameroun* britannique. Pour les Camerounais, le mot devient slogan. Plus qu'un programme, c'est un esprit : celui de la résistance. La France n'y tient plus. Elle frappe, elle tue, elle enferme : en Sanaga-Maritime, mais aussi dans la région que le colonialisme appelle « Bamiléké ». Ses soldats s'y livrent à la torture systématique, pour obtenir des renseignements et semer la terreur. La France veut étouffer l'espoir : Ruben Um Nyobè, leader exemplaire du mouvement nationaliste, est assassiné en 1958 dans les maquis de Sanaga-Maritime (deuxième partie).

Le Cameroun devra suivre le chemin tracé par Houphouët-Boigny en Côte-d'Ivoire et non celui de Sékou Touré en Guinée. Croyant avoir gagné, ou cherchant à hâter sa victoire en leurrant les Camerounais, la France prépare l'accession du pays à une « indépendance » qu'elle s'ingénie au préalable à vider de son contenu. Elle a trouvé en Ahmadou Ahidjo, un petit homme du nord du pays, le polichinelle idéal pour créer l'illusion. La flamme « kameranise » résiste encore, pourtant, quoique difficilement. En Sanaga-Maritime, la mort d'Um a presque atteint son objectif. Mais la résistance se poursuit dans cette région aussi, comme dans les régions de Yaoundé, de Douala et du Mungo. C'est surtout dans la région Bamiléké, l'Ouest-Cameroun, que les combats sont les plus acharnés. Entrées en dissidence, les populations de la région participent massivement à l'insurrection. Les autorités françaises, qui ne sont théoriquement plus « chez elles » depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1960, optent alors pour les représailles collectives : les bombardements aveugles sur des villages entiers. C'est la « guerre totale », l'hécatombe. En exil forcé, au Caire, en Guinée, au Ghana, Félix Moumié, président de l'UPC, tente de trouver des soutiens étrangers et d'alerter une opinion internationale, française en particulier, aveuglée par les éclats meurtriers de la guerre d'Algérie. En

## *Kamerun !*

novembre 1960, les services secrets français dénicheront à Genève une bonne adresse et un bon cocktail, pour lui faire passer l'envie de protester (troisième partie).

Maintenant que ses parrains français ont éliminé ses deux principaux rivaux, Um Nyobè et Moumié, et écrasé la « révolte bamiléké », le « fantoche » Ahmadou Ahidjo peut lever les bras en signe de victoire. La France de Charles de Gaulle et de Jacques Foccart prend toutes les dispositions utiles pour assurer sa longévité. À Yaoundé, les méthodes élaborées pour faire la guerre à l'UPC se transforment en mode de gouvernement. Comme dans les autres pays d'Afrique francophone, l'« indépendance » a enfanté une coriace dictature : une façade derrière laquelle l'ancienne puissance coloniale peut discrètement manœuvrer. Revenu clandestinement d'exil, Ernest Ouandié, vice-président de l'UPC, cherche vaillamment à rallumer la flamme et à secouer cet état de fait. Mais le contexte est défavorable. À l'intérieur du Cameroun, le contrôle des populations par les forces gouvernementales est maintenant trop serré. Les militants kamerunais s'épuisent. À l'étranger, les soutiens potentiels ont déserté : ils se passionnent maintenant pour le Congo-Léopoldville et les colonies portugaises, ils se mobilisent pour le Viêt-nam... et en oublient les « causes perdues ». Ouandié, de plus en plus isolé, perd le contact avec ses amis exilés. Les tentatives de « deuxième front », lancées depuis le Congo-Brazzaville, échouent lamentablement. Début 1971, Ouandié est fusillé en public par un peloton d'exécution. Le Kamerun a vécu, la Françafrique triomphe (quatrième partie).